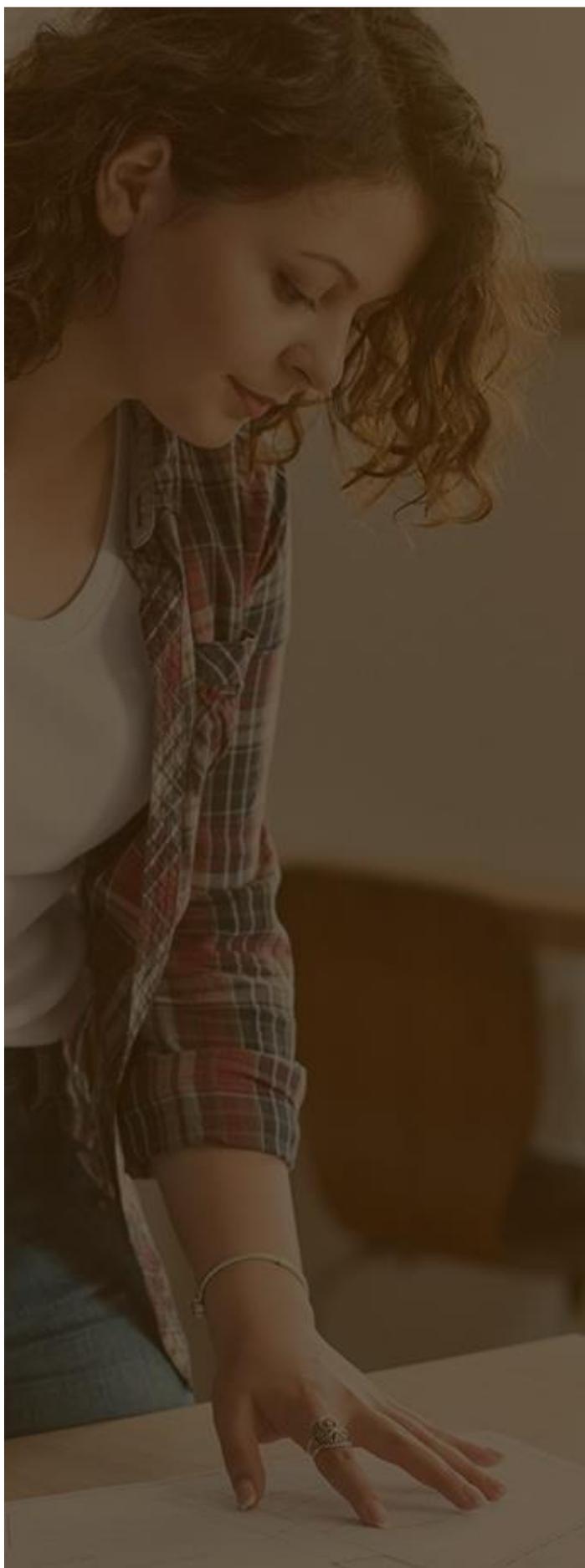




# **COMPTE-RENDU D'EXECUTION DE LA PROGRAMMATION**

***SYNTHESE DES PRINCIPAUX RESULTATS DU 1ER  
JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023***

**Mai 2024**



## SOMMAIRE

---

<b>RAPPEL .....</b>	<b>3</b>
<b>L'ANNEE 2023 EN CHIFFRES .....</b>	<b>4</b>
<b>LANGUE FRANÇAISE ET DIVERSITE DES CULTURES .....</b>	<b>6</b>
<b>PAIX, DEMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME.....</b>	<b>10</b>
<b>EDUCATION ET FORMATION .....</b>	<b>14</b>
<b>ECONOMIE ET NUMERIQUE .....</b>	<b>18</b>
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>21</b>
<b>THEMATIQUES TRANSVERSALES .....</b>	<b>25</b>

## RAPPEL

L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a poursuivi ses efforts en 2023 pour renforcer les capacités et promouvoir les valeurs francophones à travers divers projets, dispositifs et outils couvrant une gamme étendue de thématiques. En dépit des défis imposés par la pandémie de Covid-19, l'OIF a démontré une résilience et une adaptabilité remarquables, en mettant l'accent sur une mise en œuvre agile et digitalisée de ses programmes. Cette année a été marquée par une exécution budgétaire impressionnante, avec un taux d'engagement de 95 %, illustrant l'efficacité des actions menées.

Les projets et initiatives de l'OIF en 2023 ont été structurés autour de plusieurs thématiques clés : la langue française et la diversité des cultures, la paix, la démocratie et les droits de l'Homme, l'éducation et la formation, l'économie et le numérique, le développement durable, ainsi que des actions transversales et de rayonnement. Chaque thématique a été soutenue par des investissements stratégiques, visant à répondre aux besoins spécifiques des populations francophones, notamment les jeunes et les femmes, et à promouvoir un développement inclusif et durable.

Ce rapport synthétise les réalisations significatives de l'année 2023, mettant en lumière les impacts et les résultats concrets obtenus grâce aux différents projets. Les actions entreprises ont couvert les différents thématiques, allant de la promotion de la diversité culturelle et linguistique à l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes, en passant par le renforcement des capacités en matière de gouvernance démocratique et de gestion environnementale.

## L'année 2023 en chiffres



Le budget engagé

**19,4 millions d'€**

sur les

**20,5 millions d'€**

du FMU affecté à la mise en œuvre des projets en 2023

soit

un taux d'engagement budgétaire de

**95 %**



**748**

**partenaires de mise en œuvre**  
ont bénéficié d'une subvention de l'OIF.



**+ 911 867**

**bénéficiaires directs**

et

**+ 1 million**

**bénéficiaires indirects.**



**97 728**

**personnes formées**



**766 955**

**personnes sensibilisées**



**63**

**outils**

ont été développés et partagés.

« **Personnes formées** » fait référence aux personnes ayant pris part aux différentes sessions des formations organisées par l'OIF en ligne et en présentiel. Au cours de la période 2019-2023, ces actions ont principalement touché des jeunes, des parlementaires, des enseignants, des fonctionnaires internationaux et des femmes.

« **Personnes sensibilisées** » : il s'agit des personnes touchées par les activités de sensibilisation, de plaidoyers et les webinaires. Ont également été comptabilisées dans cette catégorie les personnes ayant assisté aux rencontres et événements organisés par l'OIF.

## Taux d'exécution financier par thématique

Thématiques	FMU		
	Budget modifié	Budget consommé	Taux d'exécution
Langue française et Cultures	4 673 125	4 497 063	96%
Paix, Démocratie et Droits de l'Homme	3 426 900	3 232 536	94%
Éducation et Formation	2 520 786	2 509 753	100%
Économie et numérique	2 179 400	1 816 862	83%
Développement Durable	2 863 000	2 646 285	92%
Transversalité	4 866 851	4 720 553	97%
<b>Ensemble</b>	<b>20 530 062</b>	<b>19 423 052</b>	<b>95%</b>

## Langue française et diversité des cultures

Les initiatives de la thématique "Langue française et diversité des cultures" ont conduit à une **meilleure intégration des politiques linguistiques** dans les pratiques éducatives des pays bénéficiaires, à une **promotion significative des talents sportifs et artistiques**, et à une **amélioration des connaissances et pratiques pédagogiques** en matière d'égalité femmes-hommes.

Les projets ont répondu aux **besoins de renforcement des capacités linguistiques et pédagogiques**, de **formation et de visibilité internationale** des participants, et de **sensibilisation et d'éducation inclusive** des enseignants et des élèves. Ils ont contribué à une **meilleure visibilité et usage du français** dans les environnements multilingues, ainsi qu'à une **organisation et gestion efficaces des événements sportifs et culturels**.



**Budget engagé**

**4 673 125 €**



**Taux d'exécution**

**96%**

## Projet 1 : Mobilité des enseignants de et en français

Le projet de « Mobilité des enseignants de/et en français », mis en œuvre en 2020 (et déployé au Ghana et au Rwanda), a pour objectif principal d'améliorer la qualité de l'enseignement du et en français dans plusieurs pays de l'espace francophone et de renforcer un environnement francophone dynamique. La mise en œuvre de ce projet repose sur l'hypothèse qu'une meilleure formation des enseignants volontaires améliore la qualité de l'enseignement et l'apprentissage du français. Dans le cadre de ce projet, l'OIF a soutenu les professeurs de français à travers le monde, par l'intermédiaire de son partenariat historique avec la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF). Cette coopération permet à l'OIF de soutenir les associations de professeurs de français de ses pays membres et lui offre un accès privilégié à celles des pays non-membres.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a impliqué 23 États et gouvernements, sensibilisé 337 personnes sur l'usage du français, soutenu 200 projets, formé 262 personnes (enseignants, professionnels de l'éducation et élèves), et élaboré 4 outils sur l'usage du français.

**Résultats qualitatifs :** Grâce à ces efforts, les enseignants volontaires sont capables d'adapter leurs comportements en milieu multiculturel, de développer la créativité des apprenants, et d'enseigner la langue de manière pragmatique et innovante.

Les initiatives du projet « **Mobilité des enseignants de et en français** » ont amélioré **les compétences didactiques de 72% des enseignants** et la compréhension du français **de 46% des apprenants, avec une participation accrue de 39% des élèves**. Ces évolutions ont **dynamisé et inclus l'enseignement, améliorant globalement la qualité de l'éducation en français**

## Projet 3 : Le français dans les relations internationales

Dans le cadre du projet "Le français dans les relations internationales", l'objectif est de consolider les capacités en français des acteurs des relations internationales (en particulier les États ou administrations nationales et les Organisations internationales ou régionales) par la mise en œuvre d'activités, ainsi que le développement d'outils et de mécanismes permettant d'accroître l'influence du français et de valoriser le multilinguisme sur la scène internationale. Il vise également à mettre en réseau les différentes organisations internationales partenaires, afin de mutualiser les ressources produites et de créer un espace d'échange et de partage de bonnes pratiques. La mise en œuvre de ce projet repose sur trois volets : le premier consiste à renforcer les compétences en français des fonctionnaires nationaux, le deuxième à consolider les capacités des organisations internationales et régionales et la médiation linguistique dans ces structures, et le troisième à développer et mettre en ligne des ressources pédagogiques modernes pour l'auto-apprentissage.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a accompagné 5 États et gouvernements, organisé 79 sessions de formation, soutenu 9 projets, formé 2138 personnes (enseignants, professionnels de l'éducation et élèves), et élaboré 128 outils/documents sur l'usage du français. Ces initiatives ont permis d'améliorer les compétences linguistiques et professionnelles des fonctionnaires internationaux, contribuant ainsi à une meilleure utilisation du français dans les relations internationales.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "**Le français dans les relations internationales**" ont amélioré les compétences linguistiques et **professionnelles de 2138 fonctionnaires internationaux, soit 85%** des participants, **renforçant ainsi** l'utilisation du français dans les relations internationales et la coopération diplomatique multilingue.

## Projet 4 : Plaidoyer langue française et multilinguisme

Dans le cadre du projet "Le français dans les relations internationales", l'objectif est de mener des actions de plaidoyer en faveur de la préservation et de la valorisation de la diversité culturelle et linguistique. Cette initiative repose sur l'hypothèse qu'une meilleure maîtrise du français dans les relations internationales favorise la coopération et la diplomatie multilingue. Les résultats escomptés de ce projet sont l'élaboration d'outils numériques au service de l'apprentissage du français dans des contextes multilingues, la réalisation d'états des lieux des situations sociolinguistiques des pays ciblés, la conception de formations régionales au management de politiques publiques en faveur de l'aménagement linguistique, la réalisation d'une cartographie des formations supérieures, laboratoires et travaux de recherche dans le domaine des politiques linguistiques.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, le projet de plaidoyer pour la langue française et le multilinguisme a réalisé plusieurs actions significatives. Deux événements de sensibilisation ont été organisés pour promouvoir l'usage de la langue française et renforcer la médiation linguistique, touchant ainsi 4 408 personnes. De plus, six initiatives ont été soutenues dans le cadre de ce plaidoyer. Par ailleurs, le projet a accompagné cinq états et gouvernements pour renforcer leurs politiques linguistiques. Ces efforts ont contribué à une meilleure visibilité et à un usage accru de la langue française dans divers contextes.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "Plaidoyer langue française et multilinguisme" ont intégré les politiques linguistiques dans les pratiques éducatives de 70% des participants, renforçant les compétences en médiation linguistique et valorisant le français dans les environnements multilingues.

## Projet 5 : Découvrabilité, Politiques et gouvernance culturelle

Dans le cadre du projet « Découvrabilité, Politiques et gouvernance culturelle », l'objectif est de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques pour la structuration et le développement des industries culturelles, incluant les enjeux du numérique et la découvrabilité des contenus culturels francophones.

Les résultats escomptés de ce projet sont l'appui à l'élaboration des stratégies des filières d'industries culturelles et créatives, le déploiement de la Rémunération pour Copie Privée (RPC), le renforcement de capacités des acteurs de la société civile culturelle et le développement d'outils numériques.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a engagé 10 partenaires pour un enseignement de qualité du et en français, deux actions sur les diversités linguistiques dont une sensibilisation et un plaidoyer pour le soutien et la promotion des politiques publiques et la découvrabilité des contenus culturels francophone, ensuite a vu la participation de 2000 personnes à ces actions de sensibilisation et événements. Ces initiatives ont accru la sensibilisation à la diversité culturelle et linguistique et ont promu des politiques de découvrabilité culturelle efficaces.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet « Découvrabilité, Politiques et gouvernance culturelle » Les initiatives du projet ont accru la sensibilisation à la diversité culturelle et linguistique pour 80% des participants, et promu des politiques efficaces de découvrabilité culturelle, impliquant des milliers de participants et 10 partenaires.

## Dispositif CLAC : Lecture publique

Dans le cadre du projet "CLAC Lecture Publique", l'objectif est de Renforcer l'accès des populations périurbaines et rurales (notamment les jeunes et les femmes) aux savoirs, à la culture, à l'information, pour améliorer les apprentissages et l'éducation, l'inclusion sociale et le développement local. Plus de 260 000 abonnés ont accès quotidiennement au livre, à la lecture, à l'information et à la culture dans les zones rurales ou péri-urbaines. Véritables centres culturels, ils font cohabiter dans un même espace une bibliothèque publique de qualité et une salle polyvalente accueillant un large panel d'animations culturelles. Les CLAC constituent ainsi un lieu de convivialité et d'échanges. La lecture publique est de plus en plus considérée comme composante des politiques culturelles des pays. La pertinence et la valeur ajoutée du dispositif se mesurent à l'aune des demandes régulières reçues par l'OIF pour la création ou l'extension de réseaux CLAC ou ELFE. Par ailleurs, une réflexion est à mener pour répondre aux besoins nouveaux de certains États ayant intégré la lecture publique dans leur politique culturelle et disposant d'un bon réseau de bibliothèques publiques : ils sollicitent en effet l'accompagnement de l'OIF pour continuer à développer et renforcer ce volet.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a sensibilisé 707 984 personnes sur l'usage du français, soutenu 184 projets, accueilli 639 950 personnes fréquentant les CLAC, formé 42 personnes (enseignants, professionnels de l'éducation et élèves), et réalisé 36 226 actions de sensibilisation/événements. Ces efforts ont conduit à une meilleure intégration de la lecture publique dans la vie des communautés locales.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "CLAC Lecture Publique" ont permis une sensibilisation accrue à l'usage du français, et une augmentation de l'employabilité des jeunes dans le secteur numérique a été également constatée, ainsi qu'un renforcement de l'écosystème de l'innovation numérique francophone.

## Projet 6 : Production et événements culturels

Dans le cadre du projet "Production et événements culturels", l'objectif est de soutenir des actions artistiques et culturelles dans les domaines du livre, du cinéma, de l'audio-visuel, du spectacle vivant, et à favoriser la mise en place d'espaces de célébration des talents (prix, festivals, manifestations d'envergure). Les résultats escomptés de ce projet sont l'appui aux films et séries et aux professionnels de la culture, et l'accompagnement spécifique de manifestations emblématiques et festivals.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, le projet a soutenu au niveau de l'audio-visuel et du cinéma 45 projets de films et séries à travers le Fonds Image de la Francophonie. Certains ont été sélectionnés dans les plus grands festivals de cinéma du monde. Via le Fonds Francophonie TV5MONDEplus, en 2023, ce sont 15 films et séries qui ont bénéficié d'aides à la production. Au 31 décembre 2023, 48 projets ont été soutenus, dont 20 sont achevés et 9 disponibles sur la plateforme TV5MONDEplus. 23 films soutenus par l'OIF ont été sélectionnés lors des plus grands festivals mondiaux (Berlin, Cannes, Venise, Toronto, Sundance, Locarno, Rotterdam, Annecy, Clermont-Ferrand, Amsterdam. Ces réalisations ont conduit à une amélioration de la visibilité des œuvres culturelles francophones et au renforcement des compétences des professionnels de la culture.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "Production et événements culturels" ont amélioré la visibilité des œuvres culturelles francophones pour 75% des participants et renforcé les compétences de 80 professionnels de la culture, impliquant des milliers de participants et soutenant 45 projets

## Paix, démocratie et droits de l'homme

---

Les projets de la thématique « Paix, démocratie et droits de l'Homme » ont conduit à une **amélioration notable de la transparence et de la gestion des élections**, une **réduction significative de la propagation des fausses informations**, et une **amélioration des conditions de vie et de l'autonomisation des femmes vulnérables**.

Les projets ont répondu aux **besoins de formation et de soutien technique** des acteurs électoraux, de **formation et de sensibilisation** des journalistes et du public, et de **financement et de ressources** pour les porteurs de projets. Ils ont contribué à une **meilleure participation et confiance du public** dans les processus électoraux, une **amélioration de la qualité et de la confiance dans l'information**, et une **meilleure gestion et réussite des initiatives**



**Budget engagé**

**3 426 900 €**



**Taux d'exécution**

**94%**

## Projet 8 : Renforcement des processus démocratiques

Dans le cadre du projet "Processus démocratiques", l'objectif est de contribuer à l'établissement d'un environnement politique stable et apaisé dans l'espace francophone, notamment via l'appui à la mise en place ou au renforcement de processus électoraux libres, fiables et transparents à travers des dispositifs institutionnels, juridiques et techniques. Il est articulé autour de deux volets notamment : i) le renforcement des capacités des organes de gestion des élections en vue de la tenue d'élections inclusives, fiables et transparentes et ii) la participation et l'inclusion citoyenne, en particulier des jeunes et des femmes, via l'encouragement des candidatures des femmes et des jeunes et le renforcement de leurs compétences.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a organisé 35 sessions de formation sous un volume total de 470 heures dans le cadre des élections et la participation politique (processus électoral, crises et confits électoraux, maintien de la paix,), formé 868 personnes, sensibilisé 1670 personnes, soutenu 6 projets, et renforcé 28 institutions nationales dans le cadre des élections et de la participation politique.

Les expériences cumulées depuis plusieurs années dans l'accompagnement et l'appui aux processus démocratiques ont fait de l'OIF un acteur réputé dans ce domaine : elle possède une parfaite connaissance du terrain et des défis auxquels font face ses partenaires. Sa valeur ajoutée et sa considération auprès des autorités nationales et/ou institutions qu'elle accompagne sont notables.

**Résultats qualitatifs :** Les activités du projet "Renforcement des processus démocratiques" ont permis à 15 femmes et 3 jeunes hommes d'accéder à des mandats électifs au Sénégal et en Tunisie, 14% des femmes et jeunes élus sont devenus conseillers municipaux, et 36% ont été promus à des postes de responsabilité après les élections

## Projet 8B : Lutte contre la désinformation

Dans le cadre du projet "Initiative Lutte contre la désinformation", l'objectif est de renforcer la résilience des États francophones face aux désordres de l'information, via l'accompagnement à la définition ou à l'adaptation des politiques publiques aux niveaux national et international, mais également en apportant son soutien technique et financier aux acteurs de la société civile. En encourageant la coopération et en prenant en compte les spécificités de l'espace francophone, ce projet incarne une pensée stratégique et une position commune structurée de lutte contre la désinformation. L'espace francophone affiche un niveau de vulnérabilité élevé par rapport à cette problématique. D'où la nécessité de prendre en compte la diversité des réalités et de proposer des réponses basées sur les droits de l'Homme, qui intègrent les diversités contextuelles, culturelles et linguistiques des États partenaires. L'approche francophone qui est adoptée bénéficie alors d'une visibilité et d'un poids accrus dans les débats mondiaux et dans les instances multilatérales. Les principales activités mises en œuvre comprennent les actions de partages d'expériences et d'expertises, la mise en réseau, le soutien à la recherche et à la production de connaissances francophones, l'accompagnement à l'éducation aux médias via les formations, ou l'accompagnement technique et financier d'initiatives francophones jumelées.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a sensibilisé 4545 personnes, soutenu 8 projets, formé 1158 personnes et renforcé 30 institutions nationales sur la gouvernance démocratique. De plus, 10 outils ont été élaborés pour lutter contre la désinformation et promouvoir la vérification des faits.

**Résultats qualitatifs :** Les actions du projet "Lutte contre la désinformation" ont permis à 88% des journalistes formés d'avoir la capacité d'analyser l'information et de vérifier les faits ; 63% comprennent et sont en mesure d'appliquer les critères de l'IFCN ; 50% sont capables d'expliquer la démarche de « légal-checking » ; 50% sont capables d'identifier les ressources pertinentes en EMI

## Projet 9 : Renforcement de l'État de droit, droits de l'Homme et justice

Dans le cadre du projet " l'État de droit, droits de l'Homme et justice ", l'objectif est de consolider la gouvernance démocratique, à promouvoir et à protéger les droits de l'Homme et à renforcer le secteur de la justice, ainsi que les capacités des institutions garantes de l'État de droit et du respect des droits et des libertés fondamentales. Il accompagne les États dans la mise en œuvre de leurs obligations internationales et appuie le renforcement des capacités des institutions nationales, mais aussi des acteurs publics et de la société civile. Ce travail passe principalement par la mobilisation des partenaires du projet que sont les institutions et les autorités indépendantes garantes de l'État de droit (via les réseaux institutionnels de la Francophonie), les parlements (à travers l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)) et les organisations de la société civile. Les activités mises en œuvre s'attachent à renforcer les capacités des parlements de l'espace francophone, des institutions et des acteurs de la promotion et de la protection des droits de l'Homme, à consolider les mécanismes de lutte contre la corruption et à accompagner les États et les institutions juridiques et judiciaires pour l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et contre l'impunité.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a accompagné 1 État et gouvernement, engagé 21 partenaires, organisé 29 sessions de formation, sensibilisé 277 personnes, mené 2 actions de plaidoyer, formé 4881 personnes et offert 15 heures de formation.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "l'État de droit, droits de l'Homme et justice" ont conduit à une **amélioration notable** de la gouvernance démocratique, **auprès des INDH renforcées. Au moins 33% d'entre eux utilisent les compétences acquises et se considèrent capables de protéger efficacement les droits des citoyens à travers la prévention et la lutte contre la corruption, d'élaborer des rapports en conformité** avec les Principes de Paris et de leur accréditation par le Sous-comité d'accréditation

## Projet 10 : Renforcement et modernisation des systèmes d'état civil

Dans le cadre du projet "Renforcement et modernisation des systèmes d'état civil", l'objectif est de contribuer au renforcement et à la modernisation des systèmes d'état civil dans l'espace francophone. Le droit à l'identité constituant un fondement à tous les droits fondamentaux et un prérequis à une participation citoyenne et démocratique, ce projet axe son intervention sur l'enregistrement systématique des naissances. Cette initiative repose sur l'hypothèse qu'une meilleure gestion des systèmes d'état civil contribue à une gouvernance plus efficace et transparente.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a engagé 7 partenaires, réalisé 45 actions de sensibilisation, sensibilisé 36711 personnes, enregistré 46630 faits d'état civil, et mené 2 actions de plaidoyer. Ces actions ont contribué à la modernisation et à une meilleure gestion des systèmes d'état civil.

**Témoignage :** « *L'obtention de mon acte de naissance est très importante pour moi. Je pourrai ainsi poursuivre mes études, passer l'examen du CEPE, procéder à l'obtention des différents papiers administratifs. J'ai 16 ans, grâce à mon acte de naissance, je pourrai jouir d'une carte d'identité nationale. Le contraire m'aurait attristé car la poursuite de mes études est très importante pour moi.* »

Nelly Francia Ecolière à l'école primaire publique La Foire, Toamasina, Madagascar



La Coalition des femmes tchadiennes médiatrices pour la paix durable en mission à Massakory.

## Projet 12 : Soutien à la paix et à la stabilité

Dans le cadre du projet "Paix et Stabilité", l'objectif est de contribuer à l'établissement d'un environnement sécuritaire et politique stable et apaisé, et vise aussi à appuyer l'analyse, la prévention et la résolution des crises (crises sécuritaires, politiques, etc.), mais également à apporter un concours aux opérations de paix (formation en et au français) et à la consolidation de la paix (réforme du secteur de la sécurité – RSS, mise en œuvre des agendas internationaux « Femmes-Paix-Sécurité » et « Jeunes-Paix-Sécurité ») dans l'espace francophone. Les résultats escomptés de ce projet sont le renforcement de la coopération OIF-G5 Sahel ; le soutien aux plans d'action nationaux « femmes, paix et sécurité » et la formation en français aux opérations de maintien de la paix ; le développement et le déploiement d'une nouvelle version de la méthode d'apprentissage du français « En Avant » pour les opérations de maintien de la paix ; et la conduite d'études et de rapports dont le Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone, et une étude internationale sur les dispositifs de prévention de l'extrémisme violent.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a organisé 7 actions de sensibilisation, impliqué 25 participants, soutenu 8 projets, organisé 15 sessions de formation, formé 450 personnes, et élaboré 30 outils.

Ces actions ont conduit à une meilleure sensibilisation et formation sur les processus électoraux et la participation politique.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "Soutien à la paix et à la stabilité" ont conduit à ce que **70% des formés sur les processus électoraux et la participation politique appliquent les compétences acquises en gestion des crises et en maintien de la paix**, ce qui favorise **un environnement plus stable et pacifique.**

**Témoignage :** «*Ma participation à la formation pour les conseiller·ère·s militaires genre (CMG) m'a permis d'acquérir des connaissances d'une très grande utilité [pour] mon travail quotidien comme chef de Bureau Genre. Cela me permettra d'apporter une plus-value dans la prise en compte de la dimension genre au niveau opérationnel et tactique. Depuis mon retour de formation, j'ai fait comprendre aux décideurs la nécessité d'augmenter le taux de participation des femmes dans les instances de prise de décision mais aussi [...] qu'on doit être des agent·e·s de changement.* »

Major Claudine Murekerisoni Chef Bureau Genre à la Force de Défense Nationale du Burundi

## Education et formation

Les programmes de la thématique "Éducation et formation" ont conduit à une **amélioration des résultats scolaires et des pratiques pédagogiques**, des **compétences pédagogiques et de l'enseignement**, et des **perspectives d'emploi pour les jeunes et les femmes**.

Les projets ont répondu aux **besoins de formation continue et de ressources éducatives** des enseignants, de **formation technique et d'insertion professionnelle** des bénéficiaires, et de **partage de connaissances et d'innovation** dans les systèmes éducatifs. Ils ont contribué à une **meilleure utilisation des outils numériques dans les classes**, une **meilleure adéquation des compétences avec le marché du travail**, et une **meilleure gestion et innovation des systèmes éducatifs**.



**Budget engagé**

**2 520 786 €**



**Taux d'exécution**

**100%**

## Projet 14 : Ressources éducatives libres en français sur l'égalité femmes-hommes (RELIEFH)

En suivi des recommandations de la Conférence de N'Djamena sur l'éducation des filles et la formation des femmes de juin 2019, l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF), avec l'appui technique de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), a développé un portail de ressources éducatives libres sur l'égalité femmes-hommes (RELIEFH). Lancé le 26 janvier 2021 à Dakar, ce portail offre aux enseignants des contenus pédagogiques et des formations en ligne favorisant l'acquisition de connaissances et compétences sur les questions liées à l'EFH. Dans le cadre du projet " l'objectif est de d'améliorer la qualité des enseignements et apprentissages, notamment les fondamentaux (lire, écrire et compter) dans les systèmes éducatifs des pays partenaires : il s'agit de mettre en place une approche bi-plurilingue fondée sur l'utilisation concomitante de la langue première de l'élève (langue maternelle ou langue dominante de son milieu de vie) et la langue française. L'Agence française de développement (AFD) est le principal partenaire financier du projet.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a organisé 4 sessions de formation, sensibilisé 9600 personnes, formé 3035 enseignants et professionnels de l'éducation, offert 260 heures de formation, et élaboré 123 outils pédagogiques.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du Projet « Ressources éducatives libres en français sur l'égalité femmes-hommes (RELIEFH) ont permis aux tuteurs (trices) d'acquérir des compétences pour accompagner en ligne ou en présentiel les apprenants sur l'intégration de l'EFH dans leurs enseignements, 71% d'entre eux estiment avoir une meilleure sensibilité, une meilleure conscience sur les questions du genre en famille, dans la vie professionnelle et dans la société en général et une amélioration des relations de genre

## Projet 15 : Écoles et Langues Nationales en Afrique (ELAN)

Dans le cadre du projet "École et langues nationales en Afrique (ELAN)", l'objectif est de renforcer les compétences des enseignants à travers des formations à distance. L'Agence française de Développement (AFD) est le principal partenaire financier du projet. Ce partenariat se poursuit avec l'octroi du financement pour la mise en œuvre d'ELAN 3 dont la finalité est d'approfondir l'appui à l'extension/généralisation de l'enseignement bilingue en mettant à la disposition des pays engagés dans le processus d'extension, des outils d'évaluation (standardisés et formatifs) adaptés à l'enseignement bilingue et en mettant en place un véritable pôle d'expertise pour accompagner les pays partenaires dans la conduite ou le renforcement de leur politique de développement de l'enseignement bi-plurilingue. Cette phase 3 s'étend de 2021 à 2024. Les résultats escomptés de ce projet sont l'appui à 2 500 écoles bilingues afin de favoriser la montée en puissance de l'enseignement plurilingue ; l'élaboration d'outils d'évaluation formative des acquis des élèves des classes bilingues, et l'élaboration d'outils numériques de formation à distance au bilinguisme avec mise à disposition des ressources éducatives numériques pour le renforcement des capacités des acteurs

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a sensibilisé 120 personnes, formé 1102 enseignants et professionnels de l'éducation, 535 heures de formations offertes pour une éducation de qualité et élaboré 3 outils pédagogiques.

**Résultats qualitatifs :** Les activités du projet "ELAN" ont conduit à une amélioration des résultats scolaires et des pratiques pédagogiques, dans 250 écoles bilingues favorisant leur montée en puissance de l'enseignement plurilingue, le renforcement des capacités de 4 927 acteurs de l'éducation

## Projet 16 : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)

L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) participe aux efforts internationaux pour assurer une éducation de base équitable, inclusive et de qualité pour tous. Le projet vise à répondre à trois objectifs spécifiques : (i) mettre en œuvre des dispositifs de formation en partie ou totalement à distance, avec l'introduction progressive du numérique éducatif pour renforcer les compétences professionnelles des maîtres qui ont peu ou pas de formation initiale, (ii) améliorer les méthodes d'enseignement par des pratiques innovantes, l'emploi d'outils didactiques idoines et de méthodes pédagogiques adaptées incluant l'éducation à l'environnement et au développement durable ou la question du genre, (iii) accompagner les États dans la définition de leurs stratégies nationales de formation continue des enseignants au niveau primaire. Ce projet poursuit le déploiement de l'IFADEM en capitalisant sur son accessibilité 100 % numérique depuis la crise sanitaire et en ciblant plus particulièrement les filles.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a accompagné 13 états, organisé 10 sessions de formation, 902 heures de formations sensibilisé 2500 personnes, formé 68815 enseignants et professionnels de l'éducation, 3736 initiatives soutenues, 109 outils élaborés et réalisé 20 actions de sensibilisation.

**Résultats qualitatifs :** Les formations et ressources du projet "IFADEM" ont conduit à une amélioration notable des compétences pédagogiques et de l'enseignement, répondant aux besoins de formation continue et de ressources éducatives accessible pour les enseignants, et contribuant à une meilleure utilisation des outils numériques dans les classes. L'autoformation a développé chez l'enseignant, la part de réflexivité sur ses activités en initiant une formation alternée entre la consultation de documents pédagogiques, leur mise en pratique, la confrontation avec un tuteur. De plus, les tuteurs estiment que les élèves d'une classe « IFADEM » sont plus responsables, motivés, très participatifs, et ont tendance à appliquer ce qu'ils ont appris via des enseignements concrets.

## Projet 17 : Formation et insertion professionnelle des jeunes (FIJ)

Dans le cadre du projet "Formation et insertion professionnelle des jeunes (FIJ)", l'objectif est de développer une formation professionnelle et technique favorisant l'accès à l'emploi, en particulier à destination des jeunes et des femmes. Les résultats escomptés de ce projet sont l'appui à l'élaboration de modules de formation pour l'auto-entrepreneuriat insérés dans les référentiels initiaux de formation ; le renforcement des compétences linguistiques dans le secteur prioritaire du tourisme ; l'accompagnement de plus de 200 établissements de formation professionnelle et technique dans 10 pays ; la formation de 1 000 conseillers et formateurs en pédagogie et ingénierie APC au Burkina Faso, au Burundi, en Côte d'Ivoire, dans les Comores, à Haïti, à Madagascar et au Vietnam) ; la formation de 10 formateurs en langue française professionnelle au Cap Vert.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a soutenu 240 initiatives, organisé 13 sessions de formation, formé 786 jeunes, offert 400 heures de formation, et élaboré 10 outils pour l'insertion professionnelle et l'auto-entrepreneuriat.

**Résultats qualitatifs :** Le projet a réussi à consolider et à étendre significativement les opportunités de formation professionnelle, tout en améliorant l'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail. Grâce à des initiatives telles que l'outil INSERJEUNE, qui permet de mesurer l'insertion professionnelle des diplômés et la formation en pédagogie et ingénierie par compétences, le projet a contribué à renforcer les compétences des jeunes et à les préparer aux besoins réels du marché de l'emploi. En encourageant la mobilité des jeunes et l'esprit d'entrepreneuriat, le FIJ a également ouvert des portes vers un avenir plus prometteur pour de nombreux jeunes, renforçant ainsi leur autonomie et leur contribution au développement économique de leur pays. Ces réussites démontrent l'impact positif et durable de ce projet sur l'avenir des jeunes dans les pays participants.

## Dispositif 2 : Centres régionaux francophones (CREF)

Dans le cadre du dispositif "Centres régionaux francophones (CREF)", l'objectif est d'œuvrer pour le renforcement des capacités langagières et pédagogiques des acteurs éducatifs pour le renforcement de l'usage de la langue française, l'accompagnement à l'élaboration de nouveaux outils pédagogiques, la réalisation des actions de sensibilisation et le soutien des événements promouvant l'usage de la langue française pour un public apprenant. À ce jour, l'OIF dispose de trois centres régionaux francophones : le CREFECO en Europe centrale et orientale, le CREFAP en Asie Pacifique et le CREFA en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient. L'action des CREF couvre directement 20 pays : le CREFECO couvre l'Albanie, Arménie, Bulgarie, Géorgie, Kosovo, Macédoine du Nord, Moldavie, Roumanie, et Serbie ; le CREFAP quant à lui le Cambodge, Laos, France–Nouvelle-Calédonie, Thaïlande, Vanuatu et Vietnam, et le CREFA, Burundi, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis et Rwanda.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce dispositif a engagé 23 partenaires, organisé 8 sessions de formation, sensibilisé 14103 personnes, soutenu 8 projets, formé 900 enseignants et professionnels de l'éducation, offert 99 heures de formation, élaboré 63 outils, et réalisé 17 actions de sensibilisation.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du dispositif "Centres régionaux francophones (CREF)" ont conduit à une **amélioration de la maîtrise de la langue française**, répondant aux besoins de **formation et de sensibilisation**, et contribuant à **une meilleure inclusion** et participation dans les échanges internationaux. **88% des enseignants et cadres éducatifs formés ont rapporté une amélioration de leurs compétences pédagogiques**, **39% des enseignants de FLE se considèrent dynamiques et compétents dans l'élaboration des programmes, des cours dans l'enseignement du FLE ; 17% estiment qu'ils pratiquent mieux la langue française ; 60% estiment que leurs apprenants sont plus motivés dans l'apprentissage du FLE ; 21% estiment avoir amélioré les performances et compétences interculturelles des apprenants après utilisation des acquis.**

## Centre régional pour l'Afrique francophone (KIX Afrique 21)

Le Centre régional pour l'Afrique francophone (Centre « KIX Afrique 21 ») est un outil mis en place par le consortium AUF-CONFEMEN-OIF, dans le cadre du programme international de partage d'innovations et de connaissances « KIX », initiative du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Il vise le partage des innovations et des connaissances, à répondre aux besoins des systèmes éducatifs nationaux en matière de politique fondée sur des données probantes. Le Centre poursuivra ses ateliers sur l'inclusion, l'équité et l'égalité des genres organisés en partenariat avec le Forum des éducatrices africaines (FAWE) à destination des acteurs des ministères de l'Éducation, et plus particulièrement des équipes de coordination nationale des 21 pays d'Afrique dont 18 pays francophones et 3 pays lusophones, tous membres de l'OIF (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée-Bissau, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Sao Tomé-et-Principe). Les ressources partagées sont à destination des acteurs des ministères de l'Éducation, ainsi que toutes les parties prenantes de l'éducation (partenaires techniques et financiers, société civile, etc.). Les principaux partenaires financiers sont le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et la Conférence des ministres des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), l'OIF à travers son organe subsidiaire, l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) assure la coordination des activités du Centre KIX Afrique 21.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, 1450 personnes ont été formées, 47 séances de partage d'expériences ont été réalisées, et 12 pays ont participé activement aux activités du centre.

## Economie et numérique

Les missions et formations de la thématique "Économie et numérique" ont conduit à une **amélioration des réseaux commerciaux et de la croissance économique**, des **compétences numériques et de l'employabilité**, et des **pratiques agricoles et de la durabilité**. Les projets ont répondu aux **besoins de coopération et de partenariats économiques**, de **formation aux métiers du numérique**, et de **financement et de soutien technique** des microprojets agricoles. Ils ont contribué à une **meilleure intégration des entreprises sur le marché international**, une **meilleure préparation et intégration sur le marché du travail**, et une **meilleure gestion durable des ressources naturelles**.



**Budget engagé**

**2 179 400 €**



**Taux d'exécution**

**83%**

## Projet 23 : Missions économiques et commerciales

Dans le cadre du projet "Commerce et investissements", l'objectif est de favoriser les opportunités d'affaires et d'investissements entre entreprises francophones, à promouvoir les pays francophones comme destinations attractives pour les investissements étrangers et à contribuer à densifier les échanges économiques et commerciaux entre États et gouvernements membres. Lancé en 2022, l'OIF a organisé 3 missions économiques et commerciales : la première en Asie du Sud-Est (MECA) en mars 2022, au Vietnam (Hô Chi Minh-Ville et Hanoï) et au Cambodge (Phnom Penh) ; la deuxième en Afrique centrale (MEAC), en juillet 2022, au Gabon (Libreville) et au Rwanda (Kigali) ; la troisième au Moyen-Orient, en octobre 2023, au Liban (Beyrouth).

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a impliqué 463 entreprises lors des événements et missions économiques, organisé 2 actions de plaidoyer en matière de commerce et d'investissements internationaux, et réalisé 1 mission économique et commerciale transnationale.

**Résultats qualitatifs :** Les missions économiques du projet "**Commerce et investissements**" ont conduit à une amélioration des réseaux commerciaux **et de la croissance économique** pour les entreprises francophones, répondant aux **besoins de coopération et de partenariats économiques** des participants, et contribuant à une **meilleure intégration des entreprises sur le marché international**. Les entreprises ayant pris part aux rencontres d'affaires organisées lors des missions économiques ont amélioré leurs connaissances de nouveaux marchés, agrandi leur liste de partenaires et ont mieux cerné les avantages et bonnes pratiques pour faire des affaires. Les 3 missions économiques et commerciales ont permis aux entreprises participantes d'enclencher les négociations pour des partenariats d'affaires et d'investissements, et de conclure plus de 70 accords d'une valeur totale se chiffrant à plusieurs millions d'euros, pendant et après les missions économiques.

## Projet 24 : Innovation et métiers du numérique - D-CLIC

Le projet D-CLIC a pour objectif de former et renforcer les compétences des populations francophones en matière de numérique en particulier des plus vulnérables afin de répondre aux évolutions rapides des marchés économiques et du monde du travail en améliorant l'employabilité des jeunes et en favorisant l'appropriation des enjeux et pratiques de la gouvernance du numérique par les États et gouvernements membres. Les résultats d'ores et déjà atteints incluent la production de l'étude « Classification et cartographie des métiers du numérique dans l'espace francophone » et la sélection d'opérateurs de formation aux métiers du numérique ainsi que le renforcement des capacités des agents publics aux enjeux de la gouvernance du numérique.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a organisé 17 actions de plaidoyer pour promouvoir le numérique, 41 sessions de formation, formé 1314 personnes, offert 7730 heures de formation, et élaboré 74 outils sur le numérique. Ces actions ont conduit à une amélioration des compétences numériques et de l'employabilité des bénéficiaires dans 48 pays francophones.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "**D-CLIC : Innovation et métiers du numérique**" ont conduit à **une amélioration notable des compétences numériques, l'augmentation de l'employabilité de 50% des jeunes et des femmes dans le secteur du numérique**, et contribuant au **renforcement de l'écosystème de l'innovation numérique francophone, soutenu par 12 partenariats**. Témoignage : « Le projet D-CLIC de l'OIF répond parfaitement aux besoins des jeunes, des entreprises et de l'écosystème entrepreneurial. En formant les jeunes aux métiers du numérique et en les accompagnant à l'insertion professionnelle, ce programme contribue au développement qualitatif et quantitatif du marché de l'emploi en lui fournissant les compétences recherchées ». Cynthia Latere, Présidente de Kobo Hub, RDC

## Projet 25 : Les pionnières de l'entrepreneuriat francophone

Dans le cadre de ce projet, l'OIF a développé l'initiative « Les pionnières de l'entrepreneuriat francophone », appelée aussi « Les Pionnières ». Ce projet a pour objectif d'accompagner les entreprises francophones en croissance opérant dans l'un des domaines prioritaires de la Francophonie et qui souhaitent lever des fonds pour leur passage à l'échelle. Treize pays sont touchés par ce projet, démarré en août 2021 : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Liban, Mali, Maroc, Niger, République démocratique du Congo, Rwanda, Tunisie, Sénégal, Vietnam. Les 32 pionnières (startups et PME) francophones bénéficiaires, dont 62,5 % pilotées par des femmes et 72% portées par des jeunes de moins de 35 ans, ont bénéficié d'un accompagnement sur mesure de 12 mois basé sur une phase d'accélération de leur croissance et une phase de suivi et de mise en relation avec les investisseurs. Les entreprises pionnières ont eu l'opportunité de participer à des événements de mise en relation avec des investisseurs francophones, notamment lors de l'événement "Investir en Francophonie" à l'Exposition universelle de Dubaï en février 2022. Près de 60 % de ces entreprises ont entamé un parcours d'accès aux capitaux. Ce projet n'a pas été reconduit dans la programmation 2024-2027. Après l'atelier de capitalisation, les leçons apprises à l'appui de l'entrepreneuriat ont servi à consolider les axes du Projet 20 sur la Promotion du tourisme durable.

**Principaux résultats quantitatifs :** Suite à la mise en œuvre du projet, 91% des Pionnières ont accru leurs compétences managériales et 75% ont accès à de nouveaux marchés ou ont étendu leurs activités à d'autres pays.

**Résultats qualitatifs :** Les initiatives du projet "Les pionnières de l'entrepreneuriat francophone" ont permis l'accompagnement de 32 Pionnières, avec 91% ayant accru leurs compétences managériales et 75% accédant à de nouveaux marchés., la création de 1,436 emplois, et contribuant à la croissance économique dans les régions francophones. 31 % des Pionnières, ont réussi à lever environ 1,122 million d'euros, principalement sous forme de dette ou de subvention, démontrant un rapport favorable entre les fonds levés et les dépenses engagées

## Outil 5 : Veille, suivi et analyse économique

L'outil « Veille, suivi et analyse économique » permet de fournir des informations et analyses centrées sur l'espace économique francophone, en vue de renforcer, grâce à des données probantes, la contribution et le plaidoyer des pays membres et de l'OIF dans les discussions et négociations multilatérales ainsi que leur réflexion sur les politiques publiques. Les informations et analyses produites visent également à soutenir les projets phares mis en œuvre dans les domaines économiques et numériques. Plusieurs études ont été menées en 2022 et 2023, en partenariat avec le monde universitaire et d'autres réseaux. Elles portent notamment sur ces sujets : la fracture numérique, les avantages de la proximité linguistique et culturelle sur les échanges économiques et la finance mixte dans l'espace francophone, la responsabilité sociale des entreprises et la gouvernance d'entreprises durables dans les PME francophones. L'OIF a également organisé des événements et des réunions pour renforcer les capacités des pays membres et promouvoir des thèmes économiques et numériques. Parmi ces actions, on peut citer : les réunions francophones régulières sur le règlement des différends entre investisseurs et États et le droit des investissements internationaux, la concertation ministérielle francophone sur les enjeux du numérique à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la participation à des conférences internationales et l'organisation de tables rondes sur des sujets tels que l'inclusion et la souveraineté numérique, la finance mixte, ainsi que la présentation des résultats d'études lors de ces événements.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, cet outil a sensibilisé 256 personnes, réalisé 7 actions de sensibilisation, et organisé 3 actions de plaidoyer en matière de commerce et d'investissements internationaux. Ces actions ont conduit à une meilleure information et sensibilisation des acteurs économiques sur les opportunités et les défis du commerce international.

## Développement durable

Les formations et séminaires de la thématique "Développement durable" ont conduit à une **amélioration significative des compétences techniques et de la gestion de l'énergie**, des **pratiques environnementales et de la gestion des ressources**, et des **compétences des cadres et techniciens**. Les projets ont répondu aux **besoins de formation et de sensibilisation aux énergies renouvelables**, de **formation et de résilience climatique**, et de **renforcement des capacités locales**. Ils ont contribué à une **meilleure promotion et utilisation des énergies renouvelables**, une **meilleure capacité à gérer et résister aux défis environnementaux**, et une **meilleure gestion durable des ressources naturelles**.



**Budget engagé**

**3 426 900 €**



**Taux d'exécution**

**94%**

## Projet 21 : Ensemble pour l'atteinte des ODD en Francophonie

Dans le cadre du projet "Ensemble pour l'atteinte des ODD en Francophonie", l'objectif est de faire de la décennie 2020-2030 une décennie d'action pour le développement durable. À travers lui, l'OIF encourage le partage de bonnes pratiques et de connaissances sur le développement durable dans les 88 États et gouvernements membres à travers l'animation du réseau des Points focaux développement durable de la Francophonie et la préparation des États à leur rapport national volontaire lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) qui a lieu aux Nations unies à New York en juillet. Ce projet appuie les collectivités locales dans leur démarche de planification et de suivi du développement durable. Grâce au soutien de l'OIF, ces collectivités locales ont pu élaborer leur tout premier plan local de développement durable, reflétant ainsi leurs priorités en alignement avec les cibles des ODD. La démarche adoptée a permis de créer un cadre de concertation, de dialogue entre les femmes, les jeunes, les aînés, autour des problématiques de développement de leur communauté.

Il prévoit également le développement de deux plateformes numériques pour accélérer la transition numérique de l'IFDD, ainsi que le cofinancement de six projets structurants en matière d'économie circulaire, de tourisme durable, et de gouvernance locale – mobilisant plus de 500 000 euros en financements externes. Les outils de planification du développement durable développés par la Francophonie suscitent un intérêt croissant en raison de leur simplicité d'utilisation. La future plateforme numérique facilitera leur utilisation à grande échelle dans la mise en œuvre des ODD.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a organisé 3 sessions de formation, réalisé 5 actions de sensibilisation, sensibilisé 400 personnes, soutenu 32 initiatives, formé 10775 personnes, et élaboré 23 outils. Ces actions ont conduit à une meilleure intégration des ODD et à la promotion de l'économie bleue durable dans les pays bénéficiaires.

## Projet 22 : Renforcer les capacités des acteurs francophones en matière d'environnement et de résilience climatique

Dans le cadre du projet " Renforcer les capacités des acteurs francophones en matière d'environnement et de résilience climatique ", l'objectif est d'appuyer les pays pour la transposition en droit national des principaux accords multilatéraux sur l'environnement. Sur ce projet, l'OIF appuie les pays pour la transposition en droit national des principaux accords multilatéraux sur l'environnement par le soutien à la participation active aux processus des négociations internationales et la maîtrise des outils de la gestion de l'environnement, de même que la mise en application des compétences acquises. Le projet escompte renforcer les capacités de 6 000 acteurs sur les techniques de négociation ; sensibiliser et former 100 000 acteurs francophones aux enjeux environnementaux ; appuyer trois pays du Sahel dans la mise en œuvre de la neutralité en matière de dégradation des terres ; accompagner au moins cinq pays francophones dans le processus de demande de financement auprès du Fonds vert climat ; enfin apporter un appui technique et financier à près de cent projets à impact local et à trois pays francophones pour le déploiement de démarches nationales de valorisation de l'environnement.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a réalisé 91 actions de sensibilisation, sensibilisé 18000 personnes, soutenu 172 initiatives, organisé 17 sessions de formation, formé 51585 personnes et élaboré 2 outils. Structurées autour de 90 modules sur l'environnement et le développement durable, ces formations soutiennent l'orientation professionnelle et le développement de démarches d'auto-emploi face à l'étroitesse du marché de l'emploi dans plusieurs pays francophones, à travers un éventail de métiers porteurs et de technologies novatrices pour la protection de l'environnement (TIC, eau, énergie, construction, foresterie, agriculture et agroalimentaire, industrie et équipements, gestion des déchets, villes et mobilité, finances durables, biotechnologies...).

## Projet 26 : Soutenir l'accès à une énergie durable et une transition énergétique

Ce projet a pour objectif principal de soutenir les pays francophones dans l'élaboration et l'adoption de politiques publiques ou programmes visant à faciliter l'accès à des services énergétiques durables et sobres en carbone, à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en vue d'une transition énergétique réussie. Ces politiques sont essentielles pour atteindre les objectifs d'équité énergétique, de développement équilibré des populations urbaines et rurales, d'amélioration des conditions économiques des entreprises, grâce à des coûts énergétiques abordables, ainsi que pour participer activement à la lutte contre les changements climatiques. Les réalisations sur la période 2019-2022 relatives à ce projet concernent la mise en place des outils pour une meilleure prise de décision en matière d'énergie durable et la formation de près de 27 000 francophones pour la promotion de l'énergie durable, la planification énergétique, la tarification de l'électricité, la régulation de l'énergie, l'aménagement urbain de la construction et le bâtiment, la maîtrise des bases de l'électricité solaire photovoltaïque. Les activités conduites par l'IFDD ont ainsi pu bénéficier à plusieurs catégories d'acteurs (décideurs, opérateurs, société civile, femmes, jeunes, universitaires...).

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a soutenu 11 initiatives, réalisé 1 action de sensibilisation, formé 4034 personnes et organisé 7 sessions de formation. Ces actions ont conduit à une meilleure promotion et utilisation des énergies durables dans les pays bénéficiaires.

## Projet 27 : Soutenir l'initiative Bassin du Congo

Avec ses 1,6 millions de km<sup>2</sup> de forêt tropicale humide, le Bassin du Congo est la deuxième réserve mondiale de séquestration de carbone. La mise à nue probable de ses 30 milliards de tonnes de tourbières découvertes en 2017 remettrait en cause tous les engagements de l'Accord de Paris sur le climat : il s'agit donc là d'un enjeu planétaire. L'Initiative de la Francophonie pour le Bassin du Congo vise à positionner l'OIF au cœur de la sensibilisation de la population mondiale en général et francophone en particulier autour de cette question, et prévoit l'accompagnement des pays francophones du Bassin du Congo en vue de leur accès à la finance climat. En partenariat avec l'ONUDI, l'appui de l'OIF a permis à la Commission Économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) d'opérationnaliser le Centre d'Énergies Renouvelables et d'Efficacité Énergétique d'Afrique centrale (CEREEAC) à travers la mise à disposition d'expertise. Le projet inclut également un appui de 1 200 femmes et jeunes porteurs de projets, l'accompagnement de 300 délégués francophones en vue d'accroître leur participation aux différentes concertations en marge des forums internationaux, la formation de plus de 2 500 personnes aux métiers de l'environnement, de la transition énergétique et du développement durable, enfin l'élaboration de quatre dossiers et leur dépôt auprès du Fonds Vert Climat. Ce projet est assorti de « l'Initiative Femmes et Climat » qui vise à former à distance 300 femmes sur le montage de projets d'adaptation et de résilience climatique etc.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a soutenu 1 initiative, organisé 1 session de formation, mené 7 actions de plaidoyer, et formé 143 personnes sur la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Ces actions ont conduit à une meilleure sensibilisation et formation des acteurs locaux dans la région du Bassin du Congo.

### Principaux résultats qualitatifs

Les initiatives du projet **"Ensemble pour l'atteinte des ODD en Francophonie"** ont favorisé l'accompagnement de **23 pays dont 60% ont élaboré des politiques publiques intégrant les ODD**. Le financement de **57 projets contribuant à l'autonomisation des femmes, à l'amélioration du verdissement des espaces, à l'électrification par l'énergie solaire photovoltaïque, au développement de l'écotourisme et à la promotion d'un tourisme rural durable** dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Comores, Madagascar, Maurice, Djibouti, Côte d'Ivoire, Vanuatu et Seychelles. Ces évolutions conduisent à **une adoption plus large des ODD, favorisant un développement durable et inclusif**.

Les sessions de formation et ateliers du projet **"Renforcer les capacités des acteurs francophones en matière d'environnement et de résilience climatique"** ont généré des changements qualitatifs significatifs chez les bénéficiaires des formations pratiques et écologiques. À Kinshasa, M. Josué NKOTÉLO a lancé une production de champignons comestibles, formant également des jeunes, ce qui a généré des revenus tout en préservant l'environnement. M. Beny NTUNDA KILOLO a développé des pavés écologiques à partir de déchets plastiques, contribuant à la dépollution et à l'assainissement de Goma. Au Cameroun, M. Aimé NGOTCHO PAMENI a commercialisé un vin rouge à base de fleurs d'hibiscus, valorisant les produits locaux et rendant le vin accessible à Douala. Mme Wunie LEUBOU KAMAHA a introduit des boissons naturelles VITABON, riches en antioxydants, favorisant une alimentation saine. Ces initiatives ont renforcé les compétences des participants, stimulé l'économie locale, promu des pratiques durables et valorisé la culture locale, alignant ces actions avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les initiatives du projet **"Soutenir l'accès à une énergie durable et une transition énergétique"** ont conduit à **une amélioration significative des compétences techniques et de la gestion de l'énergie**. Avec **60% des pays ayant élaboré une politique de promotion de l'énergie durable et les professionnels formés appliquent les compétences acquises**.

Les initiatives du projet **"Soutenir l'initiative Bassin du Congo"** ont conduit à **une amélioration notable de la protection de l'environnement et de la résilience climatique** dans la région du Bassin du Congo. **Globalement l'initiative a permis le portage politique à très haut niveau les enjeux du Bassin du Congo. Il a permis au Centre de Recherche et d'Innovation Technologique en Environnement et en Sciences de la Santé (CRITESS) de développer des nanoparticules larvicides biosynthétisées à partir de plantes locales, offrant des solutions innovantes et moins toxiques pour lutter contre le paludisme.**



Cette initiative valorise les talents locaux en sciences environnementales et sanitaires, tout en fournissant des alternatives durables et accessibles aux méthodes conventionnelles de lutte contre les moustiques. Grâce au soutien de l'IFDD, des jeunes innovateurs comme Mme Eunice ZOLA peuvent contribuer efficacement à la protection de la santé et de l'environnement.

## Thématiques transversales

Les activités des thématiques transversale (jeunesse, égalité femmes homme et société civile) ont conduit à un renforcement significatif des capacités des organisations de la société civile, des initiatives en faveur de l'égalité femmes-hommes, et des activités génératrices de revenus pour les femmes, répondant aux besoins variés des bénéficiaires à travers l'espace francophone, et contribuant à une meilleure intégration des ODD, une sensibilisation accrue et une promotion active de l'égalité des genres et des droits des femmes.



**Budget engagé**

**4 866 851 €**



**Taux d'exécution**

**95%**

## Projet 7 : Fonds « La Francophonie avec Elles »

Le Fonds « La Francophonie avec Elles » lancé en juillet 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19 à la demande de la Secrétaire générale, a pour objectif de donner aux femmes et aux filles les moyens d'affronter les crises structurelles en renforçant leur accès au développement économique, à l'éducation, à la santé, et en les protégeant contre toute forme de violence qui les empêche et les contraint. Elles peuvent ainsi faire face aux multiples crises qui se présentent, en agissant à la fois pour leur famille et plus largement au sein de leurs communautés en tant qu'actrices de changement. Les 4 premières éditions ont permis de financer 252 projets mis en œuvre dans 29 pays de l'espace francophone, au bénéfice de plus de 57 000 femmes vulnérables, notamment celles qui se trouvent à l'intersection de plusieurs discriminations (jeunes femmes, femmes âgées, femmes migrantes et réfugiées, filles-mères et mères célibataires, femmes vivant avec le VIH/Sida, femmes en situation de handicap, etc.). Ces projets sont portés par des organisations locales et sont orientés vers des initiatives pour (i) renforcer la participation et l'inclusion économique et sociale des femmes, (ii) améliorer l'accès des femmes aux actions de renforcement de capacités et aux formations professionnelles, (iii) faciliter le développement d'activités génératrices de revenus et leur accompagnement pour accéder aux opportunités économiques

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a formé 13 000 femmes et financé 53 organisations de la société civile (OSC). Ces actions ont conduit à une meilleure autonomisation économique des femmes et au renforcement des capacités des OSC porteuses de projets dans les pays bénéficiaires.



J'ai appris à créer ma propre entreprise, j'ai appris à gérer mon entreprise et à me débrouiller seule. Mme Sabrina Carpen

## Projet 7B : Activité Égalité Femme et Homme

Dans le cadre du projet "Activité Égalité Femme et Homme", l'objectif est de Former /sensibiliser l'ensemble des agents de l'OIF, des bénéficiaires du Fonds La Francophonie avec elles, et d'autres acteurs à l'Égalité Femmes-hommes. En vue de l'intégration transversale de l'EFH dans les actions de la Francophonie, en 2021, l'ensemble des agents de l'OIF ont suivi une formation en ligne appuyée par la mise à disposition d'une boîte à outils EFH. Par ailleurs, certains bénéficiaires des actions de l'OIF ont également été sensibilisés : les 32 bénéficiaires du projet « Les Pionnières », une centaine de jeunes diplomates francophones, l'équipe de Radio Jeunesse Sahel, les bénévoles de l'édition 2023 des Jeux de la Francophonie. Une formation libre composée de 11 modules, divisée en 2 parcours et destinée aux agents de l'OIF, est disponible en ligne sur l'intranet. L'OIF a coproduit un cours en ligne ouvert et massif (CLOM) sur l'EFH avec l'appui technique de l'Université Senghor à Alexandrie, le premier de ce type à l'échelle

de la Francophonie. Il a été initié en 2022 dans le cadre d'un partenariat entre l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec. 5 124 personnes provenant de 94 pays ont suivi cette formation à distance destinée à outiller les cadres du secteur public et des secteurs privé et associatif pour intégrer l'EFH dans leur organisation et leurs activités. Les résultats du CLOM EFH incluent la sensibilisation de milliers de personnes aux enjeux de l'égalité femmes-hommes, la formation de spécialistes capables d'intégrer la dimension de genre dans leur travail quotidien et la création d'une communauté en ligne engagée dans la promotion de l'EFH.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a accompagné 5 états et gouvernements, formé 720 personnes, organisé 3 sessions de formation, réalisé 3 actions de sensibilisation, sensibilisé 12 841 personnes et élaboré 12 outils. Ces actions ont conduit à une meilleure intégration de l'EFH dans les politiques publiques et les pratiques des pays bénéficiaires.

## Projet 11 : Radio Jeunesse Sahel

Dans le cadre du projet "Radio Jeunesse Sahel (RJS)", l'objectif est de proposer une programmation radiophonique distincte des chaînes nationales ou internationales existantes, dédiée aux jeunes âgés de 15 à 35 ans dans cinq pays de la région du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Radio Jeunesse Sahel (RJS) est un projet transnational non-commercial auquel participent les cinq pays de la région du Sahel et initiée par l'OIF en collaboration avec le Secrétariat du G5 Sahel, cofinancée par l'Union européenne (UE). Ce projet se donne comme ambition d'offrir un nouvel espace d'expression pour cette jeunesse, afin qu'elle se sente concernée et impliquée dans la construction du vivre-ensemble, en suscitant de nouvelles formes de dialogue, d'actions, de solidarités, de prises de parole et d'expériences culturelles entre jeunes du Sahel. Le siège régional rénové a été officiellement inauguré à Ouagadougou le 11 juillet 2022, après la réception des travaux par l'OIF. Les installations comprenant l'électricité, les équipements sanitaires et de sécurité, la connexion Internet et le pylône central, sont opérationnelles. De plus, les locaux ont été aménagés avec du mobilier de bureau et du matériel informatique financés par l'OIF. Les locaux de la station au Niger ont également été mis à disposition et le personnel de RJS a été installé à Niamey le 5 octobre 2022. La structure de gouvernance, ainsi que l'équipe de la RJS, ont été mis en place.

**Principaux résultats quantitatifs :** Au 1er trimestre 2023, ce projet accompagné 5 états et gouvernements dont 3 ont ouvert leurs locaux : le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie)



## Projet 13 : Société Civile

Dans le cadre de la modernisation de la collaboration avec la société civile, le projet est articulé autour de trois grands objectifs : i) Faire de la COING un partenaire stratégique dans les réflexions relatives à la Francophonie de l'avenir, et un partenaire dans la mise en œuvre opérationnelle des activités sur le terrain ; ii) Contribuer à la structuration, au développement et au rayonnement des organisations de la société civile ; iii) Pérenniser et développer l'appel à initiatives en faveur de la société civile engagée dans la mise en œuvre des ODD. L'OIF, en lien étroit avec la Conférence des OING, a mené à bien une campagne d'accréditations et de retrait d'accréditations inédite dans le cadre de cette enceinte. 130 OING/ONG sont accréditées auprès de la Francophonie et mobilisées au sein des commissions thématiques de la Conférence des OING. Par ailleurs, l'Assemblée plénière de la Conférence des OING s'est tenue en septembre 2022 conduisant à un renouvellement de sa gouvernance et à l'adoption d'une déclaration finale en amont du Sommet de Djerba. Depuis septembre 2022, la COING a bénéficié de la mise à disposition d'un budget de fonctionnement, ainsi que d'une ressource humaine permettant d'asseoir son action et son efficacité.

**Principaux résultats quantitatifs :** En 2023, ce projet a lancé un appel à projets en faveur des organisations de la société civile contribuant à la mise en œuvre des ODD, qui a permis de financer 13 projets dans 9 pays de l'espace francophone et touché 41 536 bénéficiaires.



Remise de la médaille Senghor à la présidente sortante de la COING, Mme Ndèye Marie Fall, Paris

## Projet 18 : Jeux de la Francophonie

Les Jeux de la Francophonie ont pour objectif de permettre à la jeunesse de l'espace francophone de se retrouver autour de compétitions sportives et de concours culturels, de participer à la promotion et au rayonnement de la langue française et de contribuer à l'enracinement de la diversité culturelle et de la culture de paix. Ils sont une occasion unique pour la jeunesse de l'espace francophone de se retrouver autour de compétitions sportives et de concours culturels. Synonymes d'amitié, d'ouverture et d'échanges, les Jeux de la Francophonie sont l'événement le plus populaire et le plus médiatique de la Francophonie. En plus de participer à la promotion et au rayonnement de la langue française, ils contribuent à l'enracinement de la diversité culturelle et de la culture de paix. Conjointement organisés par l'OIF à travers le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) et le pays hôte, ils bénéficient également de l'appui de toutes les directions et unités de l'Organisation. L'année 2023 est marquée par la préparation et la réalisation des IX<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie qui ont eu lieu à Kinshasa du 28 juillet au 06 août 2023, par la conduite d'une réflexion sur leur avenir pour l'amélioration de leur modèle de gouvernance et de leur format. Cette réflexion a abouti à la mise en place d'un format plus dynamique et plus urbain : il prend en compte les aspirations des jeunes et tient compte des besoins et avis des États et gouvernements membres de l'OIF.

**Principaux résultats quantitatifs :** Pendant la préparation des IX<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie à Kinshasa en 2023, plusieurs initiatives ont été entreprises : La formation et la sensibilisation des cadres techniques du Comité national des jeux de la Francophonie (CNJF) sur les enjeux environnementaux de l'organisation des Jeux de la Francophonie et les perspectives de développement durable ; L'accompagnement pour le développement d'une cartographie des risques durant les Jeux et la mise en place de mesures d'atténuations ; La formation à destination de 10 officiers de presse, de 14 journalistes reporters d'images et de 30 jeunes congolais de l'école de l'IFASIC à Kinshasa, en amont des Jeux . Lors des jeux, 318 sportifs et artistes ont été primés. 30 jeunes volontaires ont été formés pour les Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024.

### Principaux résultats qualitatifs

*Les initiatives du projet "Fonds « Francophonie avec Elles »" ont conduit à une amélioration notable **des activités génératrices de revenus pour les femmes** et au renforcement des OSC. En capitalisant sur les appuis reçus, les femmes ont amélioré leurs connaissances sur les techniques de production dans plusieurs domaines de leurs choix (artisanat, maraichage, transformation des produits agricoles, production de miel...), ont créé leur activité génératrice de revenus ou accédé à l'emploi. Elles se sont majoritairement organisées pour adhérer à une structure telle qu'une coopérative ou organisation locale de développement. En effet, **55% des bénéficiaires sont capables de gérer une activité génératrice de revenu ; 38% ont accru les connaissances en techniques de production de maraichage ; 26% ont amélioré leurs connaissances en techniques de transformation des produits agricoles ; 26% sont capables de conduire un rucher depuis l'installation des ruches jusqu'à la récolte et conservation des produits de la ruche ; 67% ont renforcé leurs connaissances sur les moyens de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles ; 66% ont amélioré leurs connaissances sur les méthodes contraceptives ; 54% ont acquis des connaissances des moyens d'accéder à des soins de qualité et 49% ont renforcé leurs connaissances des règles d'hygiène alimentaire ;***

*Grâce au projet "Jeux de la Francophonie", les participants formés ont acquis de nouvelles compétences et 60% d'entre eux ont pu établir des collaborations durables. La mobilisation des bénévoles a renforcé la coopération et la solidarité entre les pays francophones, tout en promouvant la diversité culturelle et l'excellence sportive. En outre, le projet a contribué à accroître la visibilité et la renommée des talents francophones à l'international.*



“ Être lauréate aux IX<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie marque le début de la consécration de ma carrière professionnelle d'artiste. ”

Mme Lerie SANKOFA (Côte d'Ivoire), médaillée de bronze des Jeux de la Francophonie de Kinshasa.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 88 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2022, établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

## 54 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

---

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Centrafrique • Comores • Congo • République Démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

## 7 MEMBRES ASSOCIÉS

---

Chypre • Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Ghana • Kosovo • Qatar • Serbie

## 27 OBSERVATEURS

---

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada/Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

### ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France  
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

     @OIFrancophonie  
[www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)

